

Wolf Nelly, *Le juif imaginé. D'Elsa Triolet à Romain Gary*

Fabrice Danon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tsafon/15455>

DOI : 10.4000/11t66

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Université de Lille

Édition imprimée

Date de publication : 6 juin 2024

Pagination : 143-162

ISBN : 978-2-494942-03-5

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Fabrice Danon, « Wolf Nelly, *Le juif imaginé. D'Elsa Triolet à Romain Gary* », *Tsafon* [En ligne], 87 | 2024, mis en ligne le 10 juin 2024, consulté le 15 juin 2024. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/15455> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11t66>

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

AU FIL DES LECTURES

Wolf Nelly, *Le juif imaginé. D'Elsa Triolet à Romain Gary*, Paris, CNRS éditions, 2023, 397 p.

143

Professeur émérite de l'université de Lille, spécialiste des rapports entre littérature et société, Nelly Wolf a notamment publié *Le Roman de la démocratie* (2003) et *Le Peuple à l'écrit, de Flaubert à Virginie Despentes* (2019). Son dernier livre, *Le juif imaginé. D'Elsa Triolet à Romain Gary* est paru en juillet 2023, aux éditions CNRS.

Le titre laisse entendre la difficulté du sujet abordé. Dès l'introduction, se posent des problèmes considérables : écrivain juif ? aux yeux de qui ? du lecteur (juif ou non) ? de la critique ? de l'université ? Et cette identité juive problématique pour beaucoup d'entre eux, comment la définir ? Albert Memmi hasarde sa propre réponse : « si on ne naît pas toujours juif enfin... on le devient toujours, et chacun à sa manière... » (1969).

Définir et étudier la littérature juive d'expression française ne serait-elle pas une blague juive ? Tel est pourtant l'objet du premier chapitre. La blague, attribuée à Woody Allen : « Dieu n'existe pas... Et nous sommes son peuple élu », souligne la gageure à laquelle s'attaque Nelly Wolf : reconnaître, étudier la littérature juive française, en analyser la gestation, en montrer les contours. Dès 1922, André Spire la porte sur les fonts baptismaux, mais son existence est immédiatement contestée par Benjamin Crémieux.

Après la Shoah, on assiste à une renaissance : quatre écrivains juifs reçoivent le prix Nobel, dont Isaac Bashevis Singer en 1978. Le roman juif américain triomphe, émerge une littérature en langue hébraïque, dans les années 1990, les travaux universitaires se succèdent... parmi eux les travaux de Nelly Wolf et de Maxime Decout (Cf. *Tsafon, revue d'études juives du Nord*, n° 70, 2015). Laissant de côté les querelles de définition, il est alors question de « littérature juive de langue française », au terme de

ce que l'auteure appelle « un bricolage empirique ». La presse puis l'université définissent un objet, un corpus, des thématiques, une chronologie.

Le chapitre deux étudie la manière selon laquelle les écrivains juifs oscillent entre judéité récusée ou affichée et répondent là encore de façon diverse à la question : « Être (ou ne pas être) un écrivain juif de langue française » ? Diverses postures sont en effet possibles, déterminées par les choix personnels d'écriture, le rôle de la sphère médiatique, les contraintes du marché éditorial (on reconnaît là l'influence de Pierre Bourdieu).

Une première posture est le choix d'être un écrivain généraliste (hier André Maurois, aujourd'hui Marc Lévy), dont on a oublié la judéité... Une deuxième posture, médiane, est celle des écrivains « français qui sont juifs », parfois de façon intermittente (Irène Némirovsky, Joseph Kessel, Jean Malaquais), tardive (Nathalie Sarraute) ou ambiguë (Bernard Franck, Elsa Triolet diluant sa judéité dans le roman prolétarien). Enfin reste l'inclassable Albert Cohen – sur lequel Nelly Wolf s'attarde – surexposant sa judéité et accédant au succès public (prix, Apostrophes, Bibliothèque de la Pléiade).

Le chapitre trois s'intéresse aux « Goncourt juifs ». Entre 1944 et 1962, six Goncourt sont attribués à des écrivains d'origine juive – soit la moitié. Peut-on parler de « Goncourt juifs » ? À trois conditions selon Nelly Wolf : a) que l'auteur se reconnaisse comme juif ; b) que cette filiation soit plus ou moins reconnue des jurés ; c) que l'œuvre traite de tel ou tel aspect de la vie juive. Cela exclut Elsa Triolet, Maurice Druon, Romain Gary. Restent, ce tri effectué, Roger Ikor en 1955 pour *Les Eaux mêlées*, André Schwartz-Bart en 1956 pour *Le Dernier des Justes*, Anna Langfus en 1962 pour *Les Bagages de sable*. Trois œuvres précisément analysées par l'auteur. Elles se confrontent toutes trois à la disparition du monde juif, englouti par la Shoah, soulignant un paradoxe : la mise en lumière de l'histoire d'un peuple disparu et dont les écrivains sont des porte-parole, des rescapés.

Quel juif ces récits imaginent-ils ? Quel est le « juif imaginé » des années 2000 ? Telles sont les questions posées au chapitre quatre. En même temps qu'elle tend à l'hégémonie, la Shoah se dégrade en sous-culture : Marine Pingeot, Anne Berest, Paul Claudel. Nelly Wolf s'attarde davantage sur le cas de Nathalie Azoulay.

Chapitre cinq : Visages du yiddish. Ce dernier chapitre analyse l'usage du yiddish en tant que marqueur de la judéité dans la littérature juive de langue française, avant et après la Seconde Guerre mondiale. Il est d'abord un marqueur d'identité, un stigmaté (exemple célèbre de Proust). Puis c'est un « opérateur d'intégration », ainsi chez Roger Ikor, Georges

Perec, Henri Raczymow et Romain Gary, particulièrement dans *La danse de Gengis Cohn*, en 1967, roman longuement analysé dans ce chapitre de même que l'œuvre de Serge Doubrovsky. Et plus près de nous, les œuvres de Jablonka, Rubinstein, Schneck, interrogent les scénarios de l'exil et de l'intégration, méditent sur l'altérité et la différence intérieure, sont dominées par la nostalgie d'une langue disparue et le deuil d'un monde assassiné.

Au terme de ce parcours, l'auteur souligne, dans sa conclusion, le relatif échec de son projet : n'était-il pas vain de spéculer à nouveau sur une problématique littérature juive de langue française ? Malgré de nombreuses omissions, selon elle, les « études de cas » l'emportent (dont la redécouverte de certains auteurs oubliés), tout comme les thèmes : elle n'hésite pas à dire que le juif imaginé est un juif « shoatisé ».

De ce champ d'étude en friche, il reste beaucoup à parcourir, à découvrir, à étudier ainsi la littérature séfarade...

Fabrice Danon

Dreyfus Michel, *Hannah Arendt et la question juive. Pour une re-lecture*, Paris, Presses Universitaires de France / Humensis [Questions républicaines], 2023, 358 p.

« Au croisement de l'histoire et de la philosophie » (p. 329), le premier volet de la trilogie consacrée aux *Origines du totalitarisme* d'Hannah Arendt, intitulé *Sur l'antisémitisme*, paru en 1948, suscite chez le lecteur un sentiment de malaise, voire de révolte, à l'instar de Léon Poliakov qui qualifiait cet écrit « [d']ignoble », en ce qu'il « ne peut laisser le lecteur moyen que sur l'impression que parmi les complices du génocide hitlérien, les Juifs eux-mêmes se trouvent en bonne place de choix » (cité p. 13, note 2). Contrairement à *Eichmann à Jérusalem* publié en 1963, témoignage s'il en est de l'absence chez Arendt de toute empathie pour les Juifs (on songe bien sûr aux propos sans nuances sur les Conseils juifs, éludant toute la complexité et la diversité des situations), l'étude *Sur l'antisémitisme* ne devait pourtant donner lieu à aucune controverse. La relecture iconoclaste à laquelle procède Michel Dreyfus en tant qu'historien n'en est que plus salutaire.

L'auteur fustige d'emblée le peu d'intérêt que porte Hannah Arendt à l'histoire, voire le « mépris » (p. 19) que celle-ci lui inspire, conséquence à la fois de l'orientation conservatrice des sciences historiques dans

l'Allemagne des années 1920 et de sa formation sous l'égide de Karl Jaspers, élève de Max Weber, et de Heidegger, lesquels n'attribuaient à la discipline qu'un rôle subalterne, le dernier la reléguant « au rang de simple historiographie 'sans pensée' » (cité p. 19). D'où le dédain de son élève pour la rigueur historique, son ignorance « des règles déontologiques de la recherche historique » (p. 20) et sa « désinvolture pour les faits » (p. 159) imputable pour une large part au choix que fait Arendt d'appréhender l'histoire dans un recours à l'idéal-type wébérien que Jacques Coenen-Huther, dans un article consacré au « Type idéal comme instrument de la recherche en sociologie » (*Revue française de sociologie*, 2003/3, vol. 44, p. 531-547, disponible en ligne) définit comme « une construction intellectuelle », certes séduisante, « obtenue par accentuation délibérée de certains traits » et présentant une « version volontairement stylisée » et simplificatrice de la réalité empirique. D'où d'une part l'impossibilité, soulignée par Michel Dreyfus, de rendre compte de la complexité et de la diversité des situations politiques, économiques, sociales et culturelles (chapitre 6) et de l'hétérogénéité de la communauté ou plutôt des communautés juives en Europe (chapitre 7) par le seul biais des idéaux-types qui occupent une position centrale dans l'œuvre d'Arendt (le totalitarisme, l'impérialisme, l'opposition entre paria et parvenu), et d'autre part une focalisation sur les catégories hypostasiées des Juifs de cour (phénomène spécifique à l'Allemagne et non à tous les pays européens, antérieur de surcroît à l'époque des États-nations), des banquiers juifs, et l'accent mis de façon générale sur les figures et personnalités (les Rothschild, Disraeli) susceptibles d'alimenter l'idée d'une domination juive sur l'économie qui se déplace en direction de la sphère politique (chapitre 4), le tout à grand renfort de clichés dont on se demande si Hannah Arendt les reprend ou non à son compte.

Apportant à chaque fois la preuve de ce qu'il avance, l'historien pointe des contradictions, dénonce des affirmations et des parallèles hasardeux, des allégations infondées, voire même des « contre-vérités pour le moins surprenantes sur le plan historique », assénées avec aplomb (p. 332). À titre d'exemples on évoquera l'analyse d'Arendt qui voit dans le déclin du nationalisme et dans l'effondrement des États-nation les facteurs de l'antisémitisme moderne, dans l'affaire Dreyfus « un signe avant-coureur du XX^e siècle [...], une des répétitions générales du nazisme » (p. 181 pour la citation), et dans l'impérialisme et le colonialisme les prémisses du nazisme (cf. le chapitre 6). Sans parler de sa thèse faisant de l'antisémitisme le remède à l'assimilation qu'elle n'a de cesse de pourfendre et qui lui fera embrasser un temps la cause du sionisme (le chapitre 8 analyse de

façon critique son rapport au sionisme). L'affirmation selon laquelle les Juifs « en vinrent à penser qu'après tout, l'antisémitisme était peut-être un excellent moyen de maintenir l'unité du peuple juif. [...] il semblait que ce soi-disant antisémitisme éternel garantissait au peuple juif une existence éternelle » (p. 63 pour la citation), laisse le lecteur perplexe : comme si la pérennité du peuple juif ne dépendait que d'une collaboration des Juifs avec leurs détracteurs et non de la fidélité à une tradition millénaire totalement oblitérée. Notons ici que sur le plan historique, une analyse sérieuse de la spécificité du franco-judaïsme eût sans doute permis de nuancer quelque peu de tels propos.

Stupéfiantes, en particulier venant d'une intellectuelle juive allemande contrainte à l'exil, sont l'ignorance ou tout du moins la mise entre parenthèses de la situation en Allemagne et l'impasse faite sur la Première Guerre mondiale lourde de conséquences Outre-Rhin. Sans remonter à Luther, « père » de la nation allemande, auteur d'un virulent pamphlet contre les Juifs (mais Arendt établit une séparation radicale, discutable sur le plan de l'histoire des idées, entre l'antijudaïsme et l'antisémitisme), il est significatif qu'elle passe sous silence les émeutes anti-juives qui ponctuent la première moitié du XIX^e siècle en Allemagne, qu'elle s'attarde à peine sur l'empire de Guillaume II, s'abstient d'évoquer les penseurs et mouvements antisémites dans l'espace germanophone à la fin du XIX^e siècle et l'influence de l'idéologie *völkisch*, véritable terreau idéologique qui ouvre la voie au nazisme. Dans son étude inachevée sur Marx entamée en 1951, après la publication des *Origines du totalitarisme*, elle affirmera de nouveau qu'il serait « erroné de vouloir expliquer le nazisme [...] à partir de la tradition allemande » (*Project: Totalitarian Elements of Marxism*, cité p. 142). A-t-elle même pris connaissance de la remarquable étude de George L. Mosse, *The crisis of German Ideology (Les racines intellectuelles du Troisième Reich. La crise de l'idéologie allemande)*, Points Seuil), parue en 1964, avant la réédition à l'identique de *Sur l'antisémitisme?* Faut-il alors voir dans le peu d'attention portée à l'Allemagne l'expression d'une volonté « d'exonérer son pays de l'engendrement du nazisme » (p. 133) et « de disculper son pays natal par amour pour ce dernier » (p. 31) ? Michel Dreyfus laisse la question ouverte.

Considérant ses sources, qu'elle ne soumet, contrairement à toute déontologie de la recherche, à aucune critique, le lecteur est saisi d'un malaise grandissant. Ignorant pour une bonne part l'historiographie juive, si ce n'est pour la stigmatiser (elle la juge « lacrymale », cf. p. 75), elle affiche une prédilection pour les sources d'extrême-droite, voire nazies, qu'elle mentionne sans réelle distanciation. Elle cite volontiers Barrès et Drumont,

qu'elle juge « raffiné et cultivé » et qu'elle considère comme un « bon journaliste » et un « grand historien », souligne au passage la grande intelligence de Déroulède, vante la « modernité » de Jules Guérin (et, sur un plan littéraire, celle de *Bagatelles pour un massacre*), et parmi ses références en matière d'analyse historique, Walter Frank qui, en 1935, prend la direction de l'Institut du Reich pour l'Histoire, et Carl Schmitt, juriste du régime hitlérien de 1933 à 1937, figurent en bonne place. Ajoutons enfin que le ton parfois ironique et l'emploi d'un vocabulaire inapproprié ne font que souligner l'absence d'empathie : ainsi par exemple, lorsque, peu avare de contradictions, Arendt qualifie l'affaire Dreyfus – dans laquelle elle voit, rappelons-le, une « une sorte de répétition générale des événements de notre temps » – de « comédie [...] typique du XIX^e siècle », alléguant dans *L'Impérialisme* que l'affaire a débuté « comme une conspiration grotesque et s'était terminée en farce » (p. 162 et 163 pour les citations).

Michel Dreyfus accorde certes quelques circonstances atténuantes à Hannah Arendt, liées à l'état de la recherche : concernant par exemple l'histoire du franco-judaïsme ou celle de l'écrasante majorité des Juifs pauvres, deux réalités sur lesquelles elle fait l'impasse, peu d'études sont disponibles jusqu'à la fin des années quarante ; de même, elle ne pouvait avoir connaissance des luttes des Juifs contre le nazisme, que ce soit à l'intérieur des camps ou au sein des mouvements de Résistance, celles-ci demeurant encore ignorées au profit du « cliché de la 'passivité' » (p. 316-317) dont elle nous abreuve. Il n'en demeure pas moins que l'édition de 1967 de *Sur l'antisémitisme* témoigne de la part de l'auteur d'une incapacité ou d'un refus de se remettre en question ou de modifier certains de ses jugements sur la base d'études entretemps publiées ou des débats sur la réalité du génocide et sur la question de la culpabilité qui s'amorcent à partir des années soixante en Allemagne. Rien ne semble plus étranger à Hannah Arendt que ces « doutes » dont fait part Michel Dreyfus dans un bel article précisément intitulé « Un historien et ses doutes », publié en 2014 dans le numéro 94 de la revue *Communications* (disponible en ligne) dans lequel il retrace avec une sensibilité pleine de retenue son cheminement politique et intellectuel d'homme de gauche confronté à l'antisémitisme présent dans son propre camp, questionne ses rapports à la judéité, et dans une volonté d'écoute et de dialogue s'interroge sur sa propre histoire et sur l'histoire en général.

En marge du domaine exploré avec rigueur par l'historien, une relecture de l'étude d'Hannah Arendt, à partir de l'histoire des idées, permettrait à notre sens de s'interroger sur le poids exercé sur l'auteur par la tradition intellectuelle allemande dans sa perception des Juifs et

de l'antisémitisme. En attendant, nous citerons en guise de conclusion le jugement sans appel d'un historien qui, sans jamais céder à la tentation d'une plaidoirie grandiloquente, procède en fin connaisseur de l'histoire européenne, par une définition précise des termes et des notions employés par Arendt et par la restitution minutieuse des faits et des événements, au démontage d'un discours pour le moins tendancieux. Ce faisant, il rétablit l'histoire dans toute sa complexité et dresse par-delà la critique – ou à partir de celle-ci – le panorama passionnant d'une époque couvrant plusieurs décennies. Force est alors de constater, à l'issue de sa démonstration, que « le tableau [que] dresse H. Arendt serait considéré aujourd'hui comme un brûlot antisémite sans intérêt, s'il n'était 'protégé' par le nom prestigieux de celle qui l'a rédigé ».

Andrée Lerousseau

Taguieff Pierre-André, *Les protocoles des Sages de Sion – Des origines à nos jours*, Paris, Hermann, 2024, 170 p.

Que dire si ce n'est que ce livre où Pierre-André Taguieff embrasse le décryptage de ce faux « des origines à nos jours » (sous-titre) d'un point de vue à la fois historique, philosophique et sociologique, est véritablement bienvenu. Un entretien donné au journaliste Roman Bornstein pour l'émission « Mécaniques du complotisme » sur France Culture¹ est ici revu, enrichi et accompagné d'une précieuse et imposante bibliographie de 35 pages qui présente notamment les premières éditions et traductions de « ce document célèbre, exploité politiquement dans des contextes extrêmement divers depuis sa première publication russe en 1903 » (p. 9), ce « faux politico-littéraire le plus célèbre de l'histoire occidentale en même temps que le plus diffusé des faux antijuifs depuis le début du XX^e siècle » (p. 17). La forme de l'entretien ayant été maintenue, l'ouvrage se lit d'une traite.

Ce qu'on observe d'abord dans cet ouvrage, c'est la profonde honnêteté intellectuelle et scientifique de son auteur qui, évoquant son propre cheminement intellectuel entre 1992 (première parution d'une somme de plus de 1 200 pages *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux*²) et 2020 (étude spécifique consacrée à l'instrumentalisation du

1. — On peut écouter les trois épisodes (en streaming uniquement) : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/mecaniques-du-complotisme>

2. — Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux*, Paris, Berg International, 1992. Le premier tome est réédité dans une version revue en 2004 chez Fayard.

faux par les nazis, *Hitler, les Protocoles des Sages de Sion et Mein Kampf. Antisémitisme apocalyptique et conspirationnisme*³), expose ses « doutes concernant la question de l'origine du document » (p. 11) suite notamment aux travaux, en Allemagne, du spécialiste de l'histoire culturelle de la Russie, Michael Hagemeister, et de ceux, en Italie, de l'historien et philologue Cesare G. De Michelis⁴ : Pierre-André Taguieff inscrit son travail dans le temps et expose « l'état des connaissances sur l'histoire des *Protocoles* » (p. 15).

À l'instar de l'émission, l'ouvrage s'articule en trois parties consacrées aux « Origines et premiers usages des *Protocoles* », aux « *Protocoles* et les nazis », à « L'actualité d'un mythe : les *Protocoles* après 1945 » avec d'emblée au moins deux constats : le déplacement de sa diffusion du monde chrétien vers le monde musulman avec la création de l'État d'Israël en mai 1948 qui fait de ce faux « l'un des outils privilégiés de la propagande anti-israélienne et plus largement antisioniste » (p. 10) ; une « séduction continuée [et une] capacité d'être indéfiniment recyclé dans des contextes différents, de la Russie tsariste au monde arabo-musulman, en passant par l'Amérique de l'entre-deux-guerres et la dictature nazie » (p. 15).

C'est le principal organisateur du pogrom de Kichinev (pogrom qui eut lieu le 21 avril 1903), Pavel A. Krouchevan, qui publie, sous une forme abrégée et en feuilletons, le texte des *Protocoles* dans un quotidien d'extrême droite *Znamia* (Le Drapeau) fin août/début septembre 1903. Pierre-André Taguieff rappelle que le texte est présenté comme le procès-verbal de séances secrètes « tenues on ne sait où, ni quand, par un groupe de juifs inconnus et au nombre imprécisé, l'orateur faisant référence à "nos Sages", lesquels seraient les chefs suprêmes de peuple juif » (p. 25), désireux d'installer un gouvernement juif mondial. Résultat d'un « bricolage textuel prenant la forme d'une synthèse de la plupart des stéréotypes d'accusation antijuifs alors en circulation » (p. 28 – et les pages 28 à 36 reviennent sur les multiples sources du texte), le texte a été pendant longtemps attribué aux agents de la police secrète tsariste – cette hypothèse classique ayant été questionnée à partir du milieu des années 1990 pour formuler l'idée d'une rédaction par des antisémites empressés de discréditer le mouvement sioniste : « Le "sionisme" est ainsi décrypté comme le masque trompeur d'une entreprise occulte de domination du monde » (p. 46). Pierre-André Taguieff note ici deux points : pour

3. — Pierre-André Taguieff, *Hitler, les Protocoles des Sages de Sion et Mein Kampf. Antisémitisme apocalyptique et conspirationnisme*, Paris, PUF, 2020.

4. — On se reportera à la bibliographie de fin d'ouvrage qui pointe plus d'une dizaine d'ouvrages et articles de Michael Hagemeister (p. 152-153) ainsi que ceux de Cesare G. De Michelis (p. 150).

aucune de ces deux lectures l'identité du ou des rédacteurs n'est connue ; « l'hypothèse classique est devenue difficilement défendable » (p. 48).

Le faux commence à circuler mais il fallait un événement particulier pour le lancer mondialement : cet événement, ce fut l'assassinat de la famille impériale russe en pleine guerre et en pleine révolution bolchévique, le 17 juillet 1918. Ce meurtre est alors présenté comme « le résultat d'un grand complot juif, "sioniste" ou franc-maçonnique » (p. 54). Les *Protocoles* sont alors traduits dans le monde entier, en suédois en 1919, en allemand, polonais, anglais, français et hongrois en 1920, en italien et serbe en 1921, en portugais en 1923, en japonais en 1924, en arabe en 1925, en espagnol en 1927, en grec en 1928, en néerlandais en 1938. C'est le « très sérieux *Times* » (p. 62) de Londres qui va « opérer le lancement mondial du document » (p. 62) par un éditorial en date du 8 mai 1920 sous le titre « The Jewish Peril » – un éditorial qui, après une énumération de questions rhétoriques, concluait sur une phrase terrible : « Si les *Protocoles* ont été écrits par les Sages de Sion, alors tout ce qui a été entrepris et fait contre les Juifs est justifié, nécessaire et urgent » (citation p. 63). Et puis, c'est le même *Times* qui, 16 mois plus tard, publie l'enquête en trois séquences (les 16, 17 et 18 août 1921) du journaliste Philip Graves qui met au jour le faux.

Dans la propagation de ce faux, un argument va dominer, celui de la valeur prophétique des *Protocoles* – un argument d'autant plus redoutable qu'il permet de balayer d'un revers de main la question même de l'authenticité du document : on peut résumer cette position par la formule brève et cinglante de Hugo Wast, écrivain antisémite et homme politique argentin : « Les *Protocoles* sont peut-être un faux, mais ils se réalisent à merveille » (cité p. 60).

C'est entre autres par le biais des États-Unis que les *Protocoles* vont intéresser les nazis : le livre édité par Henry Ford, *The International Jew* – sorte d'adaptation américaine, par des exemples issus de la vie économique, politique et culturelle américaine, du système d'accusation développé dans les *Protocoles* – est traduit en allemand en 1922 sous le titre *Der internationale Jude*, par Theodor Fritsch, fondateur des éditions antisémites du Hammer-Verlag (Le Marteau) qui eut une influence profonde sur Hitler. Pierre-André Taguieff rappelle notamment qu'Hitler se vantait d'être soutenu financièrement par Ford. Pour souligner l'importance de l'introduction du livre de Ford en Allemagne, l'historien des idées rappelle que le chef des Jeunesses Hitlériennes, Baldur von Schirach, insista lors du Procès de Nuremberg sur la fascination de sa génération pour ce livre au début des années vingt.

La deuxième partie de l'ouvrage de Pierre-André Taguieff se concentre sur l'influence des *Protocoles* sur le nazisme et sur Hitler. La lecture des *Protocoles* permit à Hitler de conforter sa « représentation du Juif comme parasite social et prédateur de la finance internationale » (p. 76) en y adjoignant l'image du Juif bolchévique : « Le “péril juif”, péril mondial, possède un double visage : capitaliste ploutocratique et révolutionnaire-bolchévique » (p. 76). Les *Protocoles* influencèrent de nombreux fidèles d'Hitler, Rudolf Hess, Julius Streicher, Joseph Goebbels. Rappelant l'assassinat du ministre des Affaires Étrangères, Walter Rathenau, le 24 juin 1922, Pierre-André Taguieff souligne que les membres de l'Organisation Consul qui fomentèrent le complot étaient des lecteurs des *Protocoles*. Avec l'arrivée d'Hitler à la chancellerie, c'est le *Welt-Dienst*, le « Service mondial », organisme antijuif et antibolchévique créé en septembre 1933 qui est chargé de la diffusion des *Protocoles*. Abordant la question délicate de l'influence du document dans la destruction des Juifs d'Europe par les nazis, Pierre-André Taguieff estime que les *Protocoles* n'ont pas seulement été un « outil de propagande antijuive » pour les nazis (p. 91), ils ont constitué un « permis d'extermination », une « légitimation de l'élimination des Juifs d'Europe, sur le thème “eux ou nous” » (p. 91) – une vision totalisante des *Protocoles* qui légitimait l'éradication du judaïsme sous toutes ses formes.

La troisième partie de l'ouvrage de Pierre-André Taguieff s'attache à « l'actualité du mythe ». Avec la création de l'État d'Israël, les *Protocoles* jouent un « double rôle » : c'est à la fois un « texte légitimatoire » et un « modèle d'accusation de l'ennemi “sioniste”, fantasmé en ennemi mondial » (p. 95). Si c'est par des officiers britanniques que les *Protocoles* arrivent dès 1920 au Proche-Orient dans leur version anglaise, si la première traduction en arabe paraît au Caire en 1925, si le grand mufti de Jérusalem s'y réfère au cours des années trente, c'est surtout après la guerre des Six Jours (juin 1967) que les pays arabo-musulmans vont multiplier les éditions des *Protocoles*. Au Caire, c'est un ancien nazi, Johann von Leers, qui, converti à l'islam sous le nom d'Omar Amin, devient un vecteur central de la diffusion du faux⁵. Pierre-André Taguieff rappelle le rôle de l'Iran après la révolution islamique de 1979, dont les déclarations remplacent le terme « juif » par ceux de sionisme ou d'Israël, l'ennemi à détruire dans le cadre de la mobilisation contre l'Occident. Dans le discours anti-sioniste arabe, le concept de « sionisme mondial » remplace désormais celui de « juiverie internationale », le complot est dès

5. — Pierre-André Taguieff indique au passage que von Leers reste jusqu'à sa mort membre de la division de la propagande anti-israélienne au ministère égyptien de l'Intérieur (p. 101).

lors un « complot sioniste mondial » ou, à partir de 1990, un « complot américano-sioniste » (p. 105). Deux moments du XXI^e siècle naissant sont relevés : le 11 septembre 2001, qui relance le mythe du complot juif ; l'expansion de l'internet qui permet une diffusion réellement mondiale des *Protocoles* qui sont dorénavant utilisés par les extrémistes de tout bord : « suprémacistes blancs (Ku Klux Klan notamment) et antisémites noirs aux États-Unis (la Nation de l'Islam de Louis Farrakhan), catholiques et protestants fondamentalistes en Europe comme dans les deux Amériques, nationaux-traditionalistes orthodoxes en Russie, fondamentalistes musulmans de toutes obédiences (chiïtes et sunnites, Frères musulmans, salafistes et jihadistes), néonazis païens, nationalistes radicaux, adeptes de secte ou de doctrines ésotériques (en particulier chez les gourous et les adeptes du "New Age"), amateurs de prophéties apocalyptiques de fin du monde, négationnistes et complotistes fascinés par la légende des "Illuminati" » (p. 109). Pierre-André Taguieff souligne qu'en France, les *Protocoles* sont, depuis un arrêté du ministère de l'Intérieur en date du 25 mai 1990, « interdits de circulation, de distribution et de mise en vente » (p. 127).

Si dans les dernières pages de son ouvrage, l'historien des idées insiste sur la grande « capacité d'adaptation et de contextualisation » des *Protocoles*, s'il analyse « l'antisionisme démonologique contemporain » (p. 124) comme une quête de salut pour des gens qui « se nourrissent de mythes et vivent dans un monde magique » (p. 128), il n'en appelle pas moins, contre le pessimisme de la raison qui pourrait nous faire sombrer, à « l'optimisme de la volonté » (p. 130) qui nous oblige à nous « hisser à la hauteur des promesses [des Lumières] » (p. 130). Nous le suivons dans cet appel au « sapere aude » kantien !

Martine Benoit

Legé Alice S., *Les Cahen d'Anvers en France et en Italie. Demeures et choix culturels d'une lignée d'entrepreneurs*, édition de l'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, 739 p.

L'ouvrage qui est préfacé par Cyril Grange, spécialiste de l'histoire de la bourgeoisie juive en France au XIX^e siècle, a obtenu le prix de thèse en cotutelle de l'université franco-italienne, 2021, associant des professeurs de l'université de Picardie-Jules Verne et de l'université de Milan. Il est publié par l'IFJD dans la Collection des Thèses.

L'imposante thèse se divise en trois parties : la première étudie la progression sociale d'une famille juive de banquiers tandis que les deux suivantes sont consacrées au patrimoine résidentiel de la branche franco-belge et à celui de la branche italienne.

Pour la plupart des familles juives s'aventurant dans le métier de la banque, l'origine vient d'un père qui, à l'orée du XIX^e siècle, comprend que l'essor économique se joue dans toute l'Europe occidentale. Avec ses fils, qu'il place dans les principales villes, il développe un réseau bancaire fructueux. C'est le cas donc de Mayer Joseph Cahen d'Anvers né à Bonn en 1804, qui s'installe à Anvers puis à Paris et une partie de sa descendance fait souche en Italie à la faveur des événements qui permettent l'Unité. En reconnaissance de ses services rendus, le nouveau roi Victor-Emmanuel II l'anoblit en 1866, plus tard son fils aîné devint marquis de Torre Alfina. L'on retrouve, ici, le parcours d'un Rothschild qui, au début XIX^e siècle, déploie, depuis Francfort, un réseau bancaire à Vienne, Naples, Londres et Paris. C'est aussi, plus contemporain des Cahen d'Anvers, celui de la famille Camondo, établie à Paris en provenance de Constantinople, et dont l'un des membres est également élevé au rang de comte en Italie par Victor-Emmanuel II, pour services rendus à la cause de l'Unité italienne. Ces différentes familles s'unissent pour des raisons sociales, elles appartiennent à la même bourgeoisie d'affaires, pour des raisons économiques et aussi pour des raisons religieuses et d'appartenance au judaïsme. Dans l'arbre aux multiples branches, s'étalant sur quasiment deux siècles, établi par l'auteure, apparaissent des Rothschild et des Camondo et le patriarche Mayer Joseph a lui-même épousé une fille du banquier Bischoffheim. Ces alliances matrimoniales avaient déjà été bien mises en évidence par Cyril Grange dans son ouvrage : *Une élite parisienne : les familles de la grande bourgeoisie juive, 1870-1939*, Paris, Éditions du CNRS, « Cahiers Alberto Benveniste », 2016, 547 p.

Comme ces familles (juives ou chrétiennes) qui forment l'élite sociale, grâce à une réussite économique, les Cahen d'Anvers font bâtir de riches demeures à Paris et à la campagne, en France et en Italie. Ils manifestent un goût souvent raffiné pour les châteaux entourés de jardins conçus par des experts, pratiquent un mécénat qui convient à leur penchant pour les arts. L'on pense alors, une fois encore, aux Rothschild et le château de Ferrières en Seine-et-Marne ou, plus tardivement au début du XX^e siècle, à Moïse de Camondo qui fait construire l'hôtel de la rue de Monceau à Paris où il rassemble sa magnifique collection d'objets d'art qu'il lègue à l'État, en 1935, peu de temps avant sa mort. Actuellement cette habitation est un musée Nissim de Camondo. Le mécénat est « une voie vers l'inté-

gration » (titre d'une partie de chapitre) tandis que les femmes tiennent salon et l'on pense alors à Proust.

Le patriarche des Cahen d'Anvers de Belgique et de France (partie II) est le premier à faire ériger un domaine de campagne à Nainville, puis les générations suivantes font bâtir deux hôtels parisiens rue de Grenelle et rue de Bassano, c'est alors que l'on voit intervenir le célèbre Hippolyte Destailleurs. Puis Destailleurs fils fait « fleurir un domaine » à Champs-sur-Marne, « des jardins pour un banquier ». Enfin, la mode des stations de villégiature se développant, c'est à Gérardmer qu'Albert Cahen d'Anvers établit « un chalet suisse ».

Installé en Italie, Édouard Cahen d'Anvers mène une vie mondaine à Rome et en d'autres villes de la péninsule (partie III). Dans la nouvelle Italie unifiée, il participe à l'urbanisation. D'autres membres de cette branche familiale font revivre d'anciennes demeures, notamment le château de Torre Alfina, instaurant « un jardin français en Italie ». L'étude se prolonge jusqu'au XX^e siècle.

La réussite sociale et économique des Cahen d'Anvers suscite l'antisémitisme ambiant de la fin du XIX^e siècle et au XX^e siècle, en France, avec l'affaire Dreyfus et la politique collaborationniste du gouvernement de Vichy, et en Italie, avec les lois raciales. Étonnamment, l'affaire Mortara (l'enlèvement, par les représentants du pape, d'un enfant juif baptisé à l'insu de ses parents) n'est pas évoquée, elle a pourtant agité les milieux juifs européens au tournant des années 1850-1860. Les Cahen d'Anvers auraient-ils été insensibles à la détresse des Mortara ?

La thèse est bien construite : les trois parties sont justifiées thématiquement et chronologiquement. La description et l'analyse des demeures, des jardins est précise, fouillée. L'auteure fait très honnêtement œuvre d'historienne de l'élite juive des XIX^e et XX^e siècles tout en satisfaisant aux exigences de l'histoire de l'art. Le volume est épais, plus de 700 pages alors que l'impression est serrée. Il est le résultat d'un immense travail de recherche, la longue liste des sources en atteste. La chercheuse n'a pas ménagé sa peine en se rendant dans des fonds d'archives de France et d'Italie et aussi de bien d'autres pays : Grèce, Royaume-Uni, Suisse. Elle a eu la bonne idée de mentionner les « sources consultées sans résultat », ce qui donne une meilleure idée de l'ampleur de sa recherche.

À ce travail, si excellent soit-il, il faut quand même ajouter quelques remarques moins enthousiasmantes. Parfois, le souci d'exhaustivité entraîne l'auteure dans des détails superflus qui font un peu perdre le fil de son raisonnement. Nécessaire pour s'y retrouver dans les différentes branches de cette famille, l'arbre généalogique est néanmoins touffu.

Certes, il respecte la présentation habituelle des généalogistes mais les branches sont si nombreuses qu'il aurait été judicieux de les fractionner. Et aussi de les publier sur des fiches mobiles pour que le lecteur puisse les consulter au fil de sa lecture sans devoir constamment manipuler le lourd ouvrage pour vérifier dans les dernières pages.

Enfin et surtout il faut regretter un défaut majeur pour un travail d'histoire de l'art : beaucoup trop de photos ou de reproductions sont quasiment illisibles. Certaines ne sont que des taches sombres (fig. 84, 91, 155, 160, 207 etc.) ou noires (fig. 186, 217, 225, 227 etc.). C'est fort dommage, il aurait été préférable d'en proposer moins mais de meilleure qualité.

Malgré ces dernières réticences, il faut reconnaître que l'ouvrage est remarquable et se situe à la convergence de l'histoire économique-sociale et de l'histoire de l'art voire de l'urbanisme.

Danielle Delmaire

Kangisser Cohen Sharon, Pâris de Bollardière Constance (éds), *After the Darkness? Holocaust Survivors' Emotional, Psychological, and Social Journeys in the Early Postwar Period*, Jerusalem, Yad Vahem Publications et Paris, *The American University*, 2023, 280 p.

Le point d'interrogation qui souligne le titre, *Après le temps des ténèbres?* est plus que nécessaire, indispensable. Car les temps noirs sont ceux de la Shoah (*Holocaust*) ; est-il possible d'en sortir, émotionnellement et psychologiquement ? Raphael Lemkin ne pensait pas qu'il fût possible de vivre « normalement » après un génocide. Mais il y a de fortes nuances, dans le « normalement », nuances des parcours (*Journeys*) des rescapés, qui ont été étudiés en détails érudits dans l'atelier organisé à Paris par les éditrices du livre remarquable qui en est issu. Le choix de l'auto-portrait de l'artiste Halina Olomuski pour la couverture est déjà une proclamation : en effet cette survivante du ghetto de Varsovie, d'Auschwitz-Birkenau et des marches de la mort, se représente comme en transparence, sur le point de disparaître ; elle est bien là, avec son beau visage, ses cheveux longs bouclés, mais les taches blanches ne vont-elles pas l'emporter, la rendre fantomatique ? Le livre suit cette idée, après une longue et précise introduction des deux éditrices qui reviennent sur toute l'historiographie des problèmes mentaux ou de relations des survivants de la Catastrophe, enfants et adultes. Elles insistent en particulier sur l'importance historique des collectifs – au cœur du livre – établis pour vaincre solitude, silence, tentation du suicide

ou celle de demeurer « musulman de camp pour toujours » (Expression du psychiatre Shamaï Davidson) et retrouver un être ensemble juif ou de Juifs jusque dans des familles de substitution.

Puis le livre est divisé en trois parties et 9 chapitres, « Caregivers and Caregiving Models », « Survivors as Collective » et « Survivors' voices », voix que l'on entend aussi tout au long des articles, puisque chacun des 10 auteurs et autrices s'appuie sur une riche documentation. À partir d'études de cas, en particulier celles des lieux où sont accueillis les rescapés, ils et elles essaient de définir leurs maux affectifs voire psychiatriques, que l'on appelle encore peu « trauma », leurs attentes, leurs possibilités d'envisager un devenir. C'est que tout se passe entre 1945 et 1950 environ, dans le temps de l'immensité du deuil juif et des deuils des Juifs : ils avaient été persécutés, pourchassés, enfermés, torturés, leurs proches avaient été exterminés, et eux attendaient, attendaient de savoir où ils et elles pourraient vivre désormais, s'ils et elles pourraient vivre. On est encore au temps des euphémismes et des incertitudes : tous font partie des *lebensgebliebenen*, en yiddish, ou *She'erit Hapletah* en hébreu, « les Juifs restés en vie » ; des survivants – ceux qui ont échappé à temps – aux rescapés, ceux qui « en » sont revenus, même si ces différences sémantiques cachaient après 1945 des différences considérables, en particulier entre l'ouest et l'est de l'Europe. Des rescapés de la destruction des Juifs à l'Est, combien en reste-t-il ? Tellement peu, qui se retrouvent majoritairement dans ces camps pour DP's, étudiés dans les deux premiers chapitres. Des Polonais surtout, des Baltes, quelques Tchèques, Hongrois, ou encore Roumains : ils finissent par rejoindre l'Ouest, quand ils le peuvent, où ils retrouvent d'autres anciens déportés, si peu nombreux – Français, Italiens, Néerlandais ou encore Belges qui sont rentrés chez eux – ou se dirigent après obtention de visa, vers les États-Unis, l'Australie, l'Argentine, etc... la Suède (au moins 20 000 réfugiés), ou le tout nouvel État d'Israël.

Non seulement très peu d'enfants sont restés en vie, mais encore leur nombre est désespérément bas, entre ceux qui ont été tués et ceux qui ne naîtront jamais. C'est pour cela qu'ils font l'objet de tous les soins, étudiés en particulier dans le chapitre 3. Lemkin, encore lui, avait bien vu que le génocide était physique – l'extermination – et aussi biologique, s'en prenant aux femmes et aux enfants pour que « le peuple juif disparaisse de la terre » et enfin culturel : la religion, la culture juive, la langue yiddish, vont-elles se prolonger voire renaître ? Aussi les chapitres suivants nous emmènent vers des institutions, aussi diverses que des kibboutz ou des homes d'enfants en Suède, à Chypre, aux États-Unis ou à la « maison des artistes migrants rescapés de l'Holocauste », rue Guy-Patin à Paris.

La géographie éclatée du livre traduit aussi l'éclatement psychologique et mental de chacun, la patience des médecins – tels Paul Friedman à Chypre ou Hans Keilson aux Pays-Bas – des éducateurs, bénévoles ou pas, généralement juifs. Ces derniers sont parfois orthodoxes, d'où leur insistance de la réhabilitation par la religion, le plus souvent laïcs mais tout aussi persuadés de la force des racines juives et du vivre ensemble pour sauver ces êtres. Ils ont choisi la violence des mots comme forme de vengeance parfois, ou le silence, tous rêvent d'appartenir de nouveau, comme le montrent les chapitres de la troisième partie.

Le livre est d'une grande richesse épistémologique et historique, et la bonne synthèse de l'introduction pallie les effets de dispersions par les cas. En revanche, on peut se demander pourquoi aucun des auteurs n'a essayé de chercher en amont les témoignages d'autres victimes de massacres de masse et de génocide – je pense aux Arméniens – et de guerres. Certains médecins, psychiatres, psychanalystes, éducateurs, travailleurs sociaux, avaient réfléchi avant la Shoah sur les traumatismes, les chocs, tous ne renvoyaient pas loin de là les victimes à leur hérédité. Il est dommage que leurs écrits ne soient pas pris en compte, pas plus que l'importance historiographique qui existe depuis une vingtaine d'années sur ce sujet, en français – très minoritaire dans le livre il est vrai – et en anglais.

Annette Becker

Schulhof Blum Jacqueline, *Sculpter le temps. Mémoires d'une vie*, édité par Annalisa Comes, Paris, Le Manuscrit, 2023, 140 p.

Annalisa Comes, qui nous a accordé un article pour notre numéro précédent, a eu la bonne idée de m'envoyer l'ouvrage de Jacqueline Schulhof Blum qu'elle a édité, d'abord en Italie (Lit Edizioni, Rome, 2022) puis aux éditions Le Manuscrit. Immédiatement, le nom Schulhof retint mon attention : je me souvins de la lecture d'un autre livre de Ginette Hirtz, née Schulhof, *Les hortillonnages sous la grêle, Histoire d'une famille juive en France sous l'occupation* (Paris, Mercure de France, 1983) et de ma rencontre suivie d'autres entretiens avec cette auteure, dans les années 1980. Il s'agissait bien de la même famille, de deux sœurs qui vécurent les mêmes instants tragiques de leur vie de jeunes filles et qui pourtant les restituent différemment. Preuve en est que la mémoire est personnelle et individuelle, ce dont doit tenir compte l'historien qui à son tour restitue des événements passés.

Comme le titre du livre de Ginette Hirtz le suggère, ce que vécut Jacqueline Schulhof-Blum est l'« histoire d'une famille juive sous l'occupation », histoire ordinaire faudrait-il ajouter ? Presque, en effet. La famille se compose des parents, bien intégrés dans la société française au point d'être trop confiants en la France de Vichy, des trois enfants, Ginette, Jacqueline ou Zaza et Pierre (Claude dans le livre de Ginette), et de la grand-mère, Louise. En outre, elle recueille un petit réfugié autrichien dont les parents sont déjà arrêtés.

Les jours d'avant sont toujours de doux souvenirs : « J'ai été une petite fille heureuse. Et une petite fille chanceuse parce que ma famille était très unie » (p. 18), comparativement aux jours de la guerre et même de l'après-guerre lorsqu'il faut vivre l'absence, la béance provoquée par l'assassinat des êtres chers. Les jours d'avant, c'est aussi la grande amitié qui la lie à son amie Denise dont la famille accorde une sympathie durant les jours de la guerre. Ces jours-là, il faut quitter Amiens et c'est aussi l'arrestation et l'internement à Poitiers, Drancy, Pithiviers puis, inattendue, la remise en liberté et le retour à Amiens où le drame arrive.

Le 4 janvier 1944, une rafle vide la ville de ses derniers juifs dont la famille Schulhof. En cas d'arrestation, Raymond et Lucie avaient organisé la fuite : une échelle avait été placée près d'une fenêtre pour disparaître par les toits. Sportive, Zaza saute et se faufile à travers ces toits puis perd Ginette et son frère qui eux aussi ont sauté mais se sont arrêtés un court instant car ils s'aperçoivent que ni Raymond, ni Lucie, ni encore moins Louise et le petit Georges ne les suivent. C'est alors que Ginette réalise que la disparition de toute la famille par la fenêtre est illusoire, témoignage de Ginette et non de Zaza qui, plus rapide, devance sa sœur et son frère et se retrouve seule. En vain, elle tente d'obtenir de l'aide chez des voisins que la peur étroit : ils ne peuvent, ne veulent (?) rien faire.

Errante, elle finit par rejoindre Ginette et Pierre. Commencent alors les jours de la clandestinité. Deux lettres rédigées par Raymond et lancées du train parviennent aux enfants. Il donne ses dernières recommandations voire instructions pour vivre coûte que coûte. Jacqueline s'attarde moins que sa sœur sur les difficultés qu'elles rencontrèrent pour assurer leur clandestinité à une quarantaine de kilomètres de Paris : les amis d'avant la guerre ne furent pas les plus sûrs pour les aider. Zaza reste toujours la plus vive et Ginette la plus mesurée dans les décisions à prendre.

Après le débarquement, c'est le retour à Amiens : « Notre maison a été fouillée, pillée. Nous retrouvons certaines choses chez des voisins ! » (p. 77). Comme pour tous les rescapés des rafles ou des camps d'extermination, la « joie folle » de la Libération n'est pas partagée par la fratrie

qui reçoit « l'acte officiel de la disparition de Raymond, Lucie, Louise et Georges » (p. 81) le 6 juillet 1946. Pour Jacqueline, les jours d'après sont enrichis par la sculpture : le chapitre XII livre plusieurs clichés de sa production.

Annalisa Comes, l'amie et l'éditrice, ajoute des annexes sur les endroits mentionnés dans le récit de Jacqueline, sur les victimes la rafle du 4 janvier 1944 à Amiens et sur les convois cités.

Plus de 80 ans après les faits, ce témoignage qui complète celui de Ginette Hirtz publié il y a 40 ans, a son importance à double titre : d'abord rapporter l'histoire d'une famille juive victime de la persécution raciste et antisémite, ensuite apporter une touche personnelle dans les souvenirs de famille. Les sensibilités ne sont pas les mêmes, les retours dans le passé ne se ressemblent pas toujours. L'Histoire, avec sa grande H, s'en trouve enrichie.

Danielle Delmaire

Becker Annette, *Des Juifs trahis par leur France, 1939-1944*, Paris, Gallimard, février 2024, 292 p.

Spécialiste des deux guerres mondiales ainsi que des génocides des XX^e et XXI^e siècles, Annette Becker livre un ouvrage d'historienne dans lequel se mêlent étude scientifique et souvenirs personnels concernant sa famille dont une partie fut arrêtée et déportée quand une autre partie dut se réfugier dans la clandestinité. L'ouvrage repose sur trois thèmes : les tribulations du peintre allemand Otto Freundlich, 1939-1943, avant son arrestation et sa déportation à Sobibor (les trois premiers chapitres et le chap. VII) ; la « rafle des notables » dont fut victime Pierre Ignace, grand-oncle de l'historienne et « Français israélite », de Compiègne à Auschwitz (chap. IV à VI) ; le camp de Reillanne dans les Basses-Alpes où furent enfermés des « indésirables » jusqu'à leur rafle le 12 mai 1944 (chap. VIII à X) ; pour conclure sur les « silences et amnésies 1945-2024 » (chap. XI).

Nous suivons donc les déshérences d'Otto Freundlich et sa compagne, unis dans un amour indissoluble malgré les adversités. Réfugié en France depuis 1932, Otto Freundlich, né en 1878, est un peintre allemand qui représente « l'art dégénéré » tel que Hitler l'a défini. Son œuvre de Juif allemand n'avait aucun avenir dans son pays nazifié. La couverture reproduit une de ses œuvres et une page interne présente *Mon ciel est rouge*, peint à Paris en 1933. En revanche, il était parvenu à se lier avec les

peintres d'avant-garde en France comme Picasso, lui-même un étranger. En vain, Otto Freundlich entreprend des démarches pour devenir français, il était un « Juif étranger qui eût tant voulu être français » (p. 16). La naturalisation lui fut toujours refusée malgré une situation parfaitement en règle. Les pages consacrées à l'artiste sont l'occasion d'écrire sur le milieu artistique français des années 1930, où se rencontrent des étrangers, souvent allemands antifascistes. Elles sont aussi emplies de la tendresse partagée entre le peintre et sa compagne. Balloté de camps en camps et de caches en caches, « Paris-Bordeaux-Pyrénées orientales » mars 1940-1941, vivant dans l'indigence et la souffrance morale, Otto Freundlich espère toujours en la France, tout comme sa compagne qui entreprend des démarches auprès des amis de l'artiste et de Varian Fry, ce mécène américain qui permit à des artistes de fuir vers les USA. Mais pour Otto Freundlich « le miracle ne se produisit pas » (p. 82). Victime du regroupement du camp de Gurs vers Nexon, il fut déporté par le convoi 50 et assassiné à Sobibor le 6 mars 1943.

Pris le 12 décembre 1942, dans la « rafle des notables », Pierre Ignace est interné à Compiègne. Il était « un fou de la République » comme l'historien Pierre Birnbaum qualifiait des Juifs « républicains viscéraux » (p. 101) qui adhéraient pleinement aux valeurs républicaines de leur pays où s'étaient fixés leurs ancêtres en des temps très lointains. La plupart étaient des « Israélites culturels, non religieux » (p. 99). De Compiègne, Pierre Ignace partage une correspondance régulière avec son épouse Guite, née Becker, et s'inquiète pour son bébé Michèle. Les lettres, déposées au Mémorial de la Shoah à Paris, renseignent sur les conditions de vie effroyables dans le camp : la faim, le froid, l'insalubrité démoralisent les prisonniers qui se croyaient invulnérables, protégés par leur citoyenneté française très ancienne. Cette partie s'étend aussi sur le sort d'autres « notables » comme l'avocat Pierre Masse et l'ingénieur de la SNCF Henri Lang, déporté et non revenu mais honoré, en 1952, dans un discours du directeur Louis Armand qui omet de mentionner la véritable raison de l'assassinat : son appartenance au judaïsme. Le transfert ultime est : Compiègne, Drancy, Auschwitz.

La fermeture du camp des Milles à l'été 1942, en zone non occupée, signifie la déportation des « indésirables » qui y sont enfermés mais pour d'autres le transfert vers d'autres camps. À Reillanne, dans les Basses-Alpes, un monastère désaffecté est transformé en « centre spécial ». Les Juifs étrangers, toujours en errance, subissent alors des « chassés-croisés entre la mort et la mort » (p. 204). La Résistance, avec le poète René Char, rôde autour de Reillanne mais ne peut empêcher la rafle du 12 mai

1944. Quelques évasions réussissent mais les « hébergés » qui tentent de « sous-vivre » à Reillanne sont majoritairement victimes de la Gestapo et de « malfrats français » de Marseille (p. 232). Le parcours final et léthal pour la plupart est : Reillanne -Drancy- Auschwitz, par les convois 74 et 75.

Les sources personnelles et d'archives, les sources imprimées (en France et à l'étranger) et la bibliographie sont impressionnantes par leur nombre, ce qui permet de mesurer l'ampleur de la recherche. L'auteure s'est aussi entourée d'un grand nombre d'amis, de collègues qui l'ont parfois aidée. Le style est souvent haché, traduisant l'impression de déshérence des Juifs devenus nomades, loin de la distance ou de la froideur d'un développement scientifique. Le sarcasme se niche dans les descriptions et souligne les aberrations des parcours de vie imposés à ces Juifs qui espéraient tant dans la France. La trahison de « leur France » est douloureuse, impardonnable : c'est la France de l'Israélite français et républicain Pierre Ignace, c'est la France qui n'a pas voulu accueillir, intégrer l'anti-fasciste Otto Freundlich. C'est une autre France, celle d'après-guerre, « ma France » qui a séduit le chanteur Jean Ferrat, né Tenenbaum d'un ouvrier juif, immigré en 1905 et engagé volontaire en 1914 puis en 1939 pour défendre sa nouvelle patrie et qui fut pourtant déporté de Drancy, le 30 septembre 1942 et ne revint pas d'Auschwitz.

Un seul regret en fermant ce livre : les références bibliographiques et archivistiques sont renvoyées globalement en fin de livre, chapitre par chapitre. Ce qui ne renseigne pas sur les sources des citations. C'est dommage même si l'auteure répond à un souhait de Pierre Nora (p. 290).

Danielle Delmairé